



En bref :

Les TIC transforment la vie quotidienne en Afrique, ————— ②
l'excision/les mutilations génitales féminines (MGF) n'y échappent pas.

Repérer et comprendre le changement ————— ③
Reconsidérer nos certitudes.
Donner vie au possible
Rendre les savoirs visibles
Questionner les normes

Abandonner l'excision ? ————— ④
Entre santé et sanction,
quelle alternative ?
Internet : éviter les écueils.

Faire place aux jeunes et aux TIC ————— ⑤
Filles, garçons : deux genres
Eclairage sur l'excision
Créer des espaces de TIC au féminin

Citoyenneté et société africaine de la connaissance ————— ⑥
Un privé invisible
Fabriquer des savoirs pour changer

Investir dans le changement ————— ⑦
Revisiter la citoyenneté
Rajeunir les stratégies
de communication

Budgéter et investir en conséquence ————— ⑧
"Excision : les jeunes changent l'Afrique par les TIC"



enda

environnement et développement du Tiers-Monde

Dakar, Sénégal, mars 2009

Les TIC transforment la vie quotidienne des Africains et des Africaines, riches et pauvres, jeunes et ainé-es, urbain-es et ruraux-les, en activité ou au chômage, dans tous les secteurs, écoles, entreprises, ménages, ministères et Parlements, associations, dans la vie privée et dans tous les pays...

La pratique de l'excision/des mutilations génitales féminines (MGF) n'échappe pas à la tendance.

Son abandon est inéluctable, mais dans quelle direction conduire ce changement ?



Comment le porter pour qu'il contribue à construire un monde juste, égalitaire, solidaire, au bénéfice des générations futures, des villages comme des villes, des cultures africaines ?

Eclairée par les résultats du projet de recherche TIC-MGF (voir page 8), cette brochure recommande une approche innovante des politiques et stratégies d'intervention sociale.

Ces recommandations s'adressent aux responsables politiques et institutionnels chargés de l'orientation de politiques et initiatives d'intervention sur les questions de genre, de jeunes, de citoyenneté, d'intégration africaine, de TIC et développement, d'excision, d'innovation.

Repérer
et comprendre
le changement

Donner vie
au possible



Rendre
les savoirs
visibles

Questionner
les normes

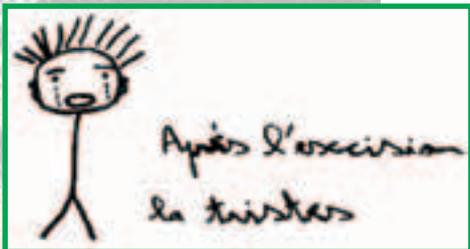
La **société africaine de l'information** est déjà en pleine expansion. En quoi va-t-elle influencer les **traditions** africaines, notamment celles qui, comme l'excision (les mutilations génitales féminines) semblent les plus pénibles, les plus marginales mais aussi les plus tenaces ? Pourquoi et comment les technologies de l'information et de la communication pourraient-elles apporter durablement du changement, du mieux ? De fait, les TIC permettent de **reconsidérer nos certitudes**. Parler de l'excision en public, dans les communautés, reste difficile. Parce qu'elle touche le privé, le sensible. Cette question n'interpelle-t-elle pourtant pas tous les citoyens, femmes et hommes, jeunes et ainé-es ? Alors, pourquoi cette pratique resterait-elle la seule affaire des femmes ? Les hommes ne sont-ils pas tout autant, directement et personnellement concernés ?

Avec les TIC, est né l'**hypertexte**. Cette **avancée technique** majeure redéfinit les rapports entre les personnes, et leurs capacités à gérer le bien commun. Elle rompt avec les relations inégalitaires et **remet en question des injustices**. Elle **révise les objectifs, méthodes et moyens** du développement humain durable, personnel et collectif. Elle donne à celles et ceux qui ont été pénalisés par la fracture numérique la **chance de saisir un possible** où ils-elles prennent leur place, directe et active. Les **facteurs traditionnellement** évoqués pour expliquer la marginalisation et la victimisation de l'Afrique – analphabétisme, oralité, multiplicité des langues africaines, rareté, insuffisance et coût des infrastructures, équipements, couverture réseaux et connectivité – deviennent aujourd'hui obsolètes. Les **véritables obstacles** se révèlent dans la sclérose des visions et des méthodes, qui nuisent à la créativité et à l'innovation. En particulier, la tendance à ne considérer les TIC que comme des outils et techniques oblitère toute projection **stratégique de changement**, et accorde la priorité à la consommation de contenus produits à l'extérieur, plutôt qu'à la **production endogène de contenus**.

Les TIC sont plus que des médias modernes. Leur capacité à faciliter la **communication horizontale, interactive, et donc démocratique**, représente un pas qualitatif de taille. Dans la société africaine de l'information, les **éléments immatériels de la connaissance – les savoirs** – revêtent alors une importance sans commune mesure avec les outils et techniques (informatique, Internet, télécommunications) qui en permettent la diffusion et le partage.

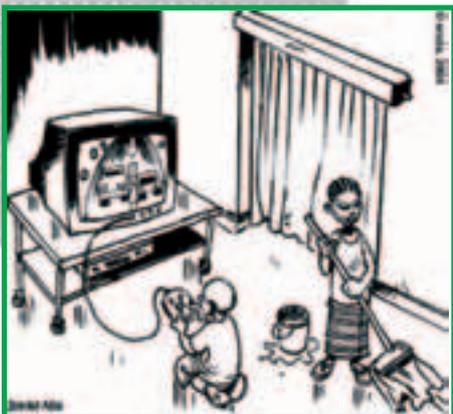
Dans ce nouveau contexte, les méthodes de **fabrication du savoir, comme outil d'aide à la décision**, doivent évoluer, s'appuyer sur les **innovations scientifiques, de recherche et technique**, et s'engager sur une **dynamique transversale**. Les approches axées sur le cloisonnement des champs disciplinaires, l'autarcie des rôles et savoirs, ne sont plus adaptées à la société de la connaissance, qui invite à la **solidarité, l'ouverture, la participation, l'inclusion, la créativité**.

Abandonner l'excision



Entre santé et sanction, quelle alternative ?

Internet : éviter les écueils



Pratique **communautaire** opérée, au nom de la tradition dans des communautés d'Afrique sahélienne, sur les **organes génitaux externes des femmes**, l'excision cherche à garantir l'aptitude des filles au mariage. Elle préserve ainsi l'**ordre socioculturel des sexes**. C'est aussi un **acte violent, dangereux et discriminatoire** à l'encontre des femmes. Elle touche à l'**intime** de leur corps et ses risques se font sentir au-delà, chez leurs enfants, conjoints, parentèle, communauté. L'excision est un **miroir des rapports de genre** – et donc du politique – dans les sociétés. La **majorité des adultes et la quasi-unanimité des jeunes, filles et garçons**, prônent son abandon. Ils mettent en avant le bien-être des personnes (hommes et femmes, jeunes et aîné-es) au détriment des normes édictées par d'autres hommes et femmes. Les jeunes sont **prêts à entrer dans la modernité** et à en utiliser les canaux, pour **changer, sans les condamner**, les cultures africaines.

Entre tradition, jugement et antagonisme, le débat sur l'excision reste "sensible". La pratique a été dénoncée pour ses conséquences néfastes sur la **santé**, comme pratique violente, discriminatoire, sexiste, et déni de droit. La société civile – dont des féministes –, des institutions et les services publics ont cherché à convaincre les femmes mariées et les décideurs d'y renoncer. La tendance est à l'intégration "au sommet" des **législations africaines sur l'excision**. En mettant l'accent sur la répression pénale, cette approche place les femmes et filles excisées en position de **victimes**. Mais, une autre démarche, centrée sur l'**éducation aux droits de la personne**, par la négociation communautaire, montre sa pertinence. Elle instaure une stratégie innovante où toutes les **parties gagnent ensemble**.

"Au-delà de travailler à mettre un terme à l'excision, ce dont il est question, c'est de construire une tradition dans le sens de ce qui est digne d'être légué."

Aminata Diaw / Dept. Philosophie / UCAD Dakar

Que devient l'excision si – ou plutôt dès que – Internet s'en mêle ? Diffuser des photos, vidéos, commentaires stigmatisants, voyeuristes, voire pornographiques, représente-t-il le meilleur moyen d'informer ou de sensibiliser le grand public ? Comment **anticiper** le marquage des identités communautaires pour qu'il s'inscrive dans d'autres registres que la mutilation de l'organe sexuel des femmes ? Continuer à faire de l'excision une "affaire de femmes" les enferme dans un **rôle social de reproduction** (du lignage). Ce séparatisme les consolide dans la **sphère privée**. Il les éloigne de la **sphère publique**, lieu d'**exercice de leurs droits humains**, physiologiques, sociaux et politiques – droit à l'intégrité physique, à la protection contre les violences, à la santé, au plaisir, à la liberté – et de **leurs devoirs citoyens** – respecter les droits autonomes de l'autre, participer aux affaires publiques de la communauté, décider du bien commun.

Faire place
aux jeunes
et aux tic

Filles, garçons :
deux genres



Eclairage sur
l'excision

Créer des espaces
de TIC au féminin

Imprégné-es d'une **éducation basée sur le respect des aîné-es**, les jeunes s'ouvrent à la prise de responsabilité en conformité avec le monde des adultes. Mais les progrès technologiques récents placent les jeunes – et en particulier les garçons – en position de **fabriquer leur propre savoir. Loin du contrôle** des générations précédentes, ils-elles s'emparent avec enthousiasme de la culture de la communication, de l'échange avec l'autre et de la virtualité. Les aîné-es peuvent-ils accepter de leur faire confiance, de **les associer en tant que citoyennes** à part entière, pour partager la gestion de la communauté ?

Répondre à cette question implique de prendre en compte le genre. Le genre définit **l'identité, masculine ou féminine**, construite par l'environnement social. Loin d'être une donnée "naturelle", il incarne le résultat de puissants systèmes de socialisation et d'éducation. Les garçons sont éduqués, par le jeu et l'autonomisation, à l'affrontement du risque, la production et la domination. Les filles, par l'évitement et la gestion du risque, sont formatées à un statut invisible de "second rang", la reproduction, en référence à une **norme prétendument neutre** dont le cœur est masculin. Les différences biologiques entre les sexes (masculin et féminin) instituent des rapports de complémentarité et non d'inégalité. Les rapports de genre, quant à eux, interpellent des notions de justice et de solidarité, au centre des questions de citoyenneté et de démocratie, incluant le politique, l'économique, le social et le culturel. Ils articulent les **rapports de pouvoir avec l'exercice de l'égalité et de la liberté**. L'inattention généralisée portée jusqu'ici aux rapports de genre, tant par les deux sexes que par les institutions, occulte et perpétue des **inégalités politiques** entre hommes et femmes.

A l'heure de la société de l'information, considérer l'excision comme **"une affaire de genre", publique et intergénérationnelle** est libérateur. Cette démarche **rend visibles** à la fois le **privé** et le **genre masculin**, enfoui sous une prétendue neutralité. Dans et par les TIC, les niveaux de créativité des jeunes **nuancent les initiatives** d'abandon. Les garçons s'amuse plus volontiers avec ces nouveaux "jouets" et plongent à pleine brassée dans le ludique, au contraire des filles, qui, du fait de leur éducation, rejettent la technique comme ne les concernant pas.

Même si elles souhaiteraient en débattre en public, en tant que citoyennes, les filles sont acculées au **mutisme**, y compris par les TIC. Leur éducation, leur socialisation les inhibent au point de leur interdire de **révéler publiquement leur vécu**, leur **intime**, leur sexe, leur excision. Il est alors nécessaire de créer des **espaces de TIC spécifiques**, leur permettant créativité, humour, sérieux et spontanéité.

Citoyenneté et société africaine de la connaissance

Le privé invisible



Fabriquer
des savoirs
pour changer

La société de l'information s'installe dans l'exclusion. Aussi **renouveler les visions** permet d'**innover et de créer de nouvelles solidarités**. Parmi les jeunes scolarisé-es, la fracture numérique de genre se mesure moins en termes d'accès que de **contrôle, de contenus, de capacités et de rôles de genre**. Repérer le politique dans les rapports entre le public/l'étatique/l'économique et le privé/le domestique/l'intime, autorise l'analyse de genre de la citoyenneté, à savoir l'exercice différencié des droits et devoirs dans la communauté.

Les jeunes – filles et garçons – veulent en finir avec l'excision, tou-tes étant d'accord pour dire qu'elle est **dangereuse et douloureuse**. Les filles ne veulent/peuvent pourtant pas en parler publiquement et délèguent aux "autres" – les garçons, les institutions, les adultes – la prise en charge publique de la question. Perpétuant leur rôle social d'**objets**, plutôt que de **sujets**, elles sont doublement victimes, sans savoir le dépasser, de violences dont elles se culpabilisent et de leur relégation sociale au statut de citoyenne subordonnée. Les garçons, installés dans la **sphère publique, apanage de leur genre**, se considèrent "naturellement" concernés par les risques encourus par leurs sœurs, filles et mères. Ils le vivent comme injuste, s'estimant "plus actifs" que les filles, jugées passives. Sans interroger leur rôle de genre, ils reproduisent le système ancien, **comme un devoir, une règle immuable**. L'**absence de discours public des femmes** réactive la certitude virile des jeunes hommes d'être dans leur bon droit social, celui d'assurer leur statut de "dominant à vie".

Pour les deux genres, la **confusion** règne entre droits et lois, et entre qui a des droits, qui décide, qui domine... et pourquoi. Aussi, l'**unique modèle de citoyenneté** qui est proposé aux femmes dans une société dominée par le masculin est-il pertinent ? Permet-il leur **libération** ? La **parité** est certes une condition **nécessaire**, mais demeure **non suffisante**, pour assurer la communication, la collaboration et la complémentarité entre les genres.

Nous croyons que la culture africaine peut bel et bien évoluer, et nous savons que l'excision est une politique ancienne qui vise à mettre la femme au deuxième rang de la société. Les hommes ne se rendent pas assez compte de ce que c'est que l'excision."

Jeunes partenaires du projet TIC-MGF

Paradoxalement, la société de la connaissance **oblige à changer**. Elle brouille les limites entre innovation économique et sociale, entre savoir et usage, marchand et non-marchand. Les TIC permettent alors aux jeunes de **participer à la gouvernance, à l'expression de leurs droits et devoirs**, privés et collectifs, naturels et réglementés, dans des espaces de plus en plus **interagissants**. L'important est moins le flux d'informations et les réseaux qui les supportent, que le savoir, l'expertise, la créativité, l'innovation, la connaissance qui s'y développent. Là est la piste à creuser pour voir s'exprimer l'intime des femmes.

Investir dans
le changement

Revisiter
la citoyenneté



Rajeunir
les stratégies
de communication

Budgéter et investir
en conséquence

Les principes et processus politiques décidés au sommet, sont peu participatifs et entérinent la primauté de la loi et de la société sur le droit et la personne, des devoirs sur les droits. Ils traduisent la nature de la vision et de l'intérêt portés à la citoyenneté et au lien social. Leurs **limites** se sont révélées dans les péripéties liées à l'adoption et à l'application, dans les pays qui s'en sont dotées, de législations sur l'excision. Rompre avec cette logique, en adoptant une **démarche collaborative et non hiérarchisée**, débouche sur des **avancées convergentes** de développement humain durable, comme l'abandon de l'excision et des mariages précoces et/ou forcés, la promotion de la santé, de l'éducation, des droits des femmes et des enfants, de la justice et de la démocratie communautaire directe.

La citoyenneté – les modalités selon lesquelles sont **définis et gérés** la ville, le village – est à la fois un **cadre** (un ensemble de droits et de devoirs), une **identité** (un sentiment d'appartenance à une communauté) et une **pratique** exercée par la représentation et la participation électorales. Elle traduit la capacité de l'individu-e social-e à **peser sur l'espace public en émettant un jugement critique** sur les choix de société et en réclamant le **droit à exercer ses droits**. Mais les **enjeux citoyens ont un genre**. Pour les hommes, il s'agit de **participer** à la gestion de la sphère publique de la communauté. Pour les femmes, la priorité est de **se reconnaître et de se faire reconnaître comme personne**, ayant une existence propre, par-delà les rôles sociaux qui leur sont assignés en tant que mères, filles, soeurs, épouses, aïeules... Ce saut qualitatif passe par leur **réappropriation politique des droits, dont celui à la parole, à la décision, à la propriété** culturelle, sociale et économique. L'inclusion citoyenne des femmes implique la légitimation **de la dynamique des rapports entre le privé et le public**, de l'existence et du signifiant **du corps de l'autre**. Cette approche impose d'accepter l'idée d'une **vision genrée de la citoyenneté**.

Les stratégies de communication sur l'excision n'ont pas évolué. La stratégie IEC a permis de vulgariser un message simple : *l'excision est une pratique dangereuse, qu'il conviendrait d'abandonner*. Unidirectionnelle, verticale, peu ouverte à la créativité, imprégnée d'a priori méthodologiques, son efficacité reste équivoque. Les TIC ont plus été saisies comme outils de communication entre expert-es, que comme stratégie d'action. Le changement principal qu'apporte la révolution numérique, **l'interactivité sociale et les relations hypertextes**, doit être saisi comme **innovation culturelle et politique**.

Les **institutions de coopération** comme les **décideur-es et acteur-trices de la société** ont tout à gagner à orienter leurs stratégies d'intervention vers davantage de concertations participatives, transdisciplinaires et innovantes, de soutien à la mise en lumière des inégalités et stéréotypes de genres et à l'intégration des jeunes adultes. Cette approche implique un engagement en termes de financement, de ressources humaines, de politiques de formation et d'éducation.

"Excision : les jeunes changent l'Afrique par les TIC"

Il n'est plus possible, en Afrique et ailleurs, de continuer à penser la question de l'excision comme elle l'a été depuis 25 ans. Mais comment la re-examiner ? La société africaine de l'information est en pleine explosion. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ne sont plus une nouveauté et la vie quotidienne est bouleversée, et nombre de croyances et de pratiques en sont modifiées, en premier lieu chez les jeunes. A l'heure d'Internet, l'abandon des mutilations génitales féminines (MGF), en Afrique est d'abord une question de jeunes, de genre et de citoyenneté. Cette approche impose une vision transversale du fait social. Tel est le message principal de cet ouvrage.

enda, Dakar, mars 2009, 126 pages

Téléchargez votre copie :

<http://www.famafrique.org/TIC-MGF/excisionlesjeuneschangentlafriqueparlestic.pdf>



enda

B.P. 3370, Dakar - Sénégal

Téléphone/Télécopie : (221) 33 860 42 05

Courrier électronique : synfev@enda.sn

Site Web : <http://www.enda.sn>



Cette brochure a été réalisée grâce au soutien financier du Centre de recherches pour le développement international, organisme canadien (www.crdi.ca)



Remerciements

Responsables de la publication : Joséphine Ouedraogo, Raphael Ndiaye

Rédaction : Marie-Hélène Mottin-Sylla, en collaboration avec Joëlle Palmieri

Crédit photos : ENDA, 2004 (p. 4), ENDA 2008, Myriam Dems, Tostan 2008 (p.3)

Maquette : Hervé Montein

Aux Communautés de Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso), de Ségou (Mali) et de Tambacounda (Sénégal) ; à l'association Moussou Dambe (Bobo-Dioulasso) et à l'association Nietàa (Ségou), aux Clubs EVF du Pole régional du GEEP (Tambacounda) ; aux jeunes filles et jeunes garçons, et aux adultes, chercheur-es, encadreur-es et consultant-es et membres du comité scientifique qui ont participé, animé et enrichi les activités du projet "Contribution des TIC à l'abandon de l'excision en Afrique francophone, rôle citoyen des jeunes" (octobre 2006 – mars 2009), réalisé par ENDA avec le soutien du CRDI.

Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que les auteur-es et ne reflètent pas nécessairement celles des organisations concernées par ces publications La reproduction d'extraits est autorisée sans formalité pour les utilisations non commerciales (enseignement et formation), à condition qu'Enda soit cité avec exactitude et que les auteur-es reçoivent deux copies des passages reproduits.